

L'ÉDITO

JUREK KUCZKIEWICZ

ASILE : L'ALLIANCE DES POPULISTES À L'ÉPREUVE

Deux crises guettent à nouveau l'Union européenne. Une crise de la zone euro qui pourrait être déclenchée par les projets budgétaires intenables du nouveau gouvernement en Italie, ou par un krach de ses banques percluses de prêts à risques. Et une crise migratoire. On a vu successivement ces dix dernières années combien l'une comme l'autre peuvent avoir des effets dévastateurs : pour leurs conséquences propres bien sûr, mais aussi pour leurs effets politiquement et socialement déstabilisateurs sur l'Union européenne. Il y a toutefois une différence entre ces deux crises possibles. Il n'est pas assuré ni inéluctable que l'Italie précipite la zone euro dans une crise banco-financière. (Même si la nouvelle coalition à Rome fait beaucoup pour nous y faire croire.) Par contre, il est inéluctable que les flux migratoires en provenance de l'Afrique ou des pays en guerre au Moyen-Orient vont continuer, et qu'il se produira prochainement de nouvelles crises aiguës comme on en a connu en 2015. C'est pourquoi il est capital que les 28 s'entendent enfin sur la réforme du système

européen de l'asile dont on a constaté, en 2015 et 2016, qu'il était totalement inapte. Depuis deux ans maintenant, les 28 négocient un paquet de réformes, mais butent sur la modification du « règlement de Dublin » : ce dispositif central du système par lequel on devrait pouvoir éviter ou réduire fortement les mouvements désespé-

Les volontés des populistes d'un côté sont le contraire exact de ce que veulent les populistes de l'autre

rés de candidats à l'asile errant sur nos routes et dans nos villes à la recherche de la meilleure destination pour s'y établir, ou de la meilleure voie pour rejoindre l'Angleterre. C'est aussi ce système réformé de Dublin qui devrait assurer qu'en cas d'afflux soudain et massif insoutenable pour les pays de première ligne, comme le sont l'Italie, la Grèce ou Malte, le reste de l'Europe leur vienne en aide : par des renforts, des moyens matériels et financiers et, de manière ultime, en partageant le surcroît de candidats à l'asile.

Le blocage reste cependant total. Les pays de l'Est, en particulier le groupe de Visegrad où gouvernent les populistes, refusent de manière irréductible la solidarité si elle doit se traduire par

l'accueil de réfugiés. Les pays du Sud par contre restent irréductiblement opposés à assumer une plus grande responsabilité dans la gestion, voire la récupération, des demandeurs d'asile entrés chez eux. Maintenant que les populistes et l'extrême droite sont au pouvoir en Italie, on pourra enfin observer si des partis qui prétendent partager les mêmes valeurs de souverainisme et de xénophobie, seront capables de coopérer concrètement et contribuer à une solution. Tout indique le contraire. En matière de migration, c'est notamment parce que les populistes Orbán et Kaczyński bloquent tout accord opérationnel sur le partage de l'accueil que les Italiens, dégoûtés par le manque de solidarité européenne, ont porté au pouvoir leurs populistes à eux. Cette alliance objective est une illusion : à part le souhait de repousser tous les migrants vers le large et de fermer les frontières, les volontés des populistes d'un côté sont le contraire exact de ce que veulent les populistes de l'autre. Mais la réalité est là : sans accord européen sur la réforme de l'asile, la prochaine crise, inéluctable, fera mal et mettra à très rude épreuve la cohésion européenne. Evidemment, c'est aussi ce que recherchent les populistes et l'extrême droite... Et il est peut-être déjà trop tard.